

volution chinoise. Que savons-nous de ses luttes intérieures, des crises sociales qui provoquent de ces dénouements ? En somme : rien. L'intérêt du communisme international exigerait une information autrement attentive, complète et vivante, rendue possible par l'existence en Chine des agences soviétiques. Mais, dans l'U. R. S. S. même, cette information, beaucoup meilleure que dans tous les pays capitalistes, demeure, il faut bien le constater, très au-dessous de ce qu'elle pourrait et devrait être. Espérons qu'il sera promptement remédié à ce mal désormais incontestable.

Je ne puis songer à poser dans ces notes, forcément hâtives, l'immense problème de la révolution chinoise. Le prochain Exécutif élargi de l'I. C., l'étudiera sans nul doute. Il me semble utile d'en exposer, à la veille de ces assises de notre parti international, quelques données, quelques aspects sur lesquels l'attention des militants n'a guère porté jusqu'à présent. C'est là toute mon ambition.

Les « forces motrices » d'une révolution.

On s'accorde à reconnaître à la révolution chinoise le caractère d'une révolution bourgeoise, nationale, anti-impérialiste. L'asservissement économique de la Chine aux puissances étrangères est devenu un obstacle au développement de la bourgeoisie nationale. Les grandes industries, les transports, les établissements financiers, les douanes du pays sont entre les mains des étrangers ; la bourgeoisie nationale se sent frustrée d'autant et ne peut, dans ces conditions constituer l'Etat solide dont elle a besoin. La jeune industrie chinoise ne peut s'assurer aucune protection douanière contre la concurrence étrangère. Les compétitions armées des généraux à la solde des puissances contribuent aussi à empêcher la création de l'Etat moderne, centralisé, policé, bien administré, nécessaire au bon développement des affaires... De là, les objectifs de la révolution nationale, tels que les entend la bourgeoisie chinoise : abrogation des vieux traités d'asservissement, indépendance et unité nationale, création d'un gouvernement central, ferme, ordonné, éclairé, que l'on concevrait volontiers sur le modèle américain (avec, toutefois, pour mieux tenir le prolétariat en respect, un président galonné à poigne...).

Mais la bourgeoisie chinoise est trop faible, trop peu nombreuse, trop impopulaire pour diriger la révolution qu'elle compte spolier d'une partie de ses fruits pour organiser le pays au lendemain de victoires payées du sang des classes laborieuses, et s'entendre avec les bourgeoisies impérialistes. Quelles sont les forces motrices réelles de la révolution ?

D'abord, le prolétariat (3 à 4 millions d'hommes), outrageusement exploité par les capitalistes étrangers et indigènes, le prolétariat organisé, intelligent, mûri dans les luttes des dernières années, le prolétariat

dont le sang a coulé à flots, et qui a remporté aussi de mémorables victoires — à Canton, à Hankéou, à Hong-Kong, à Shanghai, à Tientsin...

Puis, alliées naturelles du prolétariat, des masses paysannes — des centaines de millions d'hommes qui sont parmi les plus misérables des habitants de la planète — vivant de la culture intensive et pourtant primitive d'infimes parcelles de terre, exploitées par le grand propriétaire, le locataire au premier degré (le sol est souvent sous-loué), l'usurier, le chef militaire, le bureaucrate, le commerçant. Le système des douanes intérieures, résultat de la main-mise de l'étranger sur les douanes extérieures, est pour le paysan chinois, une terrible cause de misère ; les généraux lui imposent la conscription, l'entretien des troupes, des prélèvements arbitraires d'impôts. La misère des masses paysannes est telle que, d'après des enquêteurs étrangers, leur revenu coutumier est très sensiblement inférieur au coût minimum de l'existence... De sorte que leur existence même pose un constant problème attestant un record d'endurance animale. Des couches entières de la population rurale sont littéralement réduites à l'animalité. Que faut-il aux paysans chinois pour qu'ils puissent redevenir des hommes ? La fin du régime des féodaux — généraux, propriétaires fonciers — et des usuriers entretenus par les rivalités impérialistes ; l'unité du pays, une bonne organisation administrative, une fiscalité équitable. On voit que ces revendications minimum coïncident avec celles de la révolution nationale, bourgeoise — et la dépassent, puisque ne se bornant pas à l'abolition des vestiges de la féodalité, elles portent atteinte à la propriété des usuriers capitalistes.

L'industrialisation du pays, bien que très ralentie depuis dix ans, accule de plus en plus les artisans, très nombreux, à la misère ; elle les prolétarise. La misère des campagnes et les guerres intérieures incessantes sont des fléaux pour le petit commerce. Les intellectuels — étudiants, lettrés, gens de professions libérales —, assez nombreux élèvent à la conscience les plaintes et les aspirations des classes moyennes. Ils fournissent au mouvement révolutionnaire ses chefs et ses cadres.

Un exposé aussi sommaire concernant des classes sociales aussi variées, divisées et subdivisées en milieux très différents dans un pays vaste comme un continent, d'une structure économique extrêmement composite, ne peut être que déplorablement schématique. Tel quel, il autorise néanmoins quelques deductions.

Les intérêts essentiels de ces diverses classes les dressent en ce moment contre l'impérialisme. Ils n'en demeurent pas moins antagoniques par ailleurs et doivent même entrer en conflit sur la façon de finir la révolution nationale et d'en organiser le lendemain. Quel bénéfice en retireront les ouvriers ?

Jusqu'où y pousseront-ils leurs conquêtes ? Jusqu'où ira la révolution agraire que le prolétariat seul peut guider et soutenir ? Ces questions sont vitales pour toutes les classes en présence.

La bourgeoisie et les couches supérieures de la petite bourgeoisie (commerçante, intellectuelle), représentent dans ces conditions une redoutable capacité de trahison et de réaction, en même temps qu'un facteur de modération dans l'élan révolutionnaire et de compromis avec l'étranger. (La bourgeoisie chinoise s'accommoderait sans doute volontiers d'une pénétration économique des capitaux étrangers « invisible », délicate, respectueuse de ses « intérêts nationaux », analogue en un mot à celle des capitaux français, anglais, allemands et belges en Russie de 1890 à 1914). Mais ni les prolétaires, ni les artisans, ni les paysans pauvres — et ils sont la masse — ne peuvent se contenter d'une révolution modérée, qui s'arrêterait, saisie d'un pieux respect, devant la grande propriété industrielle, les coffres-forts et les cadastres... Et ce profond conflit d'intérêts nous confirme que les seules classes révolutionnaires capables d'assurer la victoire de la révolution nationale sur les survivances féodales de l'intérieur et l'impérialisme étranger sont précisément les classes laborieuses qui ne peuvent pas, non plus, **achever la révolution bourgeoise, démocratique, sans la dépasser** et s'orienter vers le socialisme avec d'autant plus de force que les trahisons, les tentatives de réaction, les complots de la bourgeoisie avec l'étranger, la guerre même, peuvent nécessiter des ripostes difficiles à prévoir...

En un mot, la bourgeoisie ne peut pas accepter l'hégémonie du prolétariat dans la révolution nationale ; or, cette hégémonie est la condition de la victoire de cette révolution et, du coup, de son achèvement vers le socialisme. Ou la révolution nationale, étranglée par la bourgeoisie nationale, avortera et tout sera à recommencer dans quelques années, ou elle vaincra, guidée par le prolétariat soutenu des classes moyennes des villes et des masses paysannes pauvres ; mais elle ne pourra plus, en ce cas, se borner à la réalisation du programme démocratique de la bourgeoisie radicale, même tel que le formula Sun-Yat-Sen, elle ira plus loin, elle ira vers le socialisme à l'exemple de la révolution russe et avec l'appui du prolétariat international. Il n'y a plus, du reste, à notre époque, des limites nettement tracées entre une révolution bourgeoise et une révolution socialiste : il n'y a que des questions de force et de conscience de classe.

Les débuts de la révolution paysanne.

L'histoire intérieure de la révolution chinoise est — naturellement — dominée par la lutte des classes. Dès 1922, Sun-Yat-Sen, alors soumis à l'influence

américaine, ne peut se maintenir au pouvoir à Canton que grâce aux ouvriers qui imposent aux commerçants l'acceptation des billets émis par la banque gouvernementale. Mais les grèves mettent aux prises prolétaires et leaders du « Kuomintang ». Sun-Yat-Sen entreprend de réglementer le mouvement ouvrier, exige que les Congrès soient soumis à l'autorisation du gouvernement, etc. Le fossé se creuse entre le « Kuomintang » et la classe ouvrière cantonnaise. Celle-ci ne comprend pas l'alliance de Sun-Yat-Sen avec Tchang-Tso-Lin contre Ou-Pei-Fou, alors maître de la Chine centrale. Le chef de police Hai-Ho-Ping, couvert par Sun-Yat-Sen, réprime à Canton le mouvement ouvrier qui ne réagit pas quand l'armée du démagogue réactionnaire Tchen-Gou-Ming chasse Sun-Yat-Sen du pouvoir (15-16 juin 1922).

De cette pénible expérience date l'évolution de Sun-Yat-Sen, à gauche. Sa pensée, jusqu'alors attachée aux idées wilsoniennes, s'oriente désormais vers Lénine. Le vieux révolutionnaire infatigable va initier une nouvelle et féconde politique de rapprochement du « Kuomintang » avec les masses laborieuses et avec la République des Soviets, d'alliance avec les communistes, d'appui aux masses paysannes contre les féodaux et les propriétaires fonciers. L'année suivante (1923), Sun rencontre à Shanghai l'ambassadeur des Soviets en Chine, Ioffé. Il redevient peu après le chef du gouvernement de Canton. Ses dernières pensées à son lit de mort — il mourut à Pékin en mars 1925 — salueront la révolution russe.

La capitale du Sud reste cependant l'arène d'incessantes luttes sociales aggravées par les conflits armés qui mettent aux prises, dans les provinces voisines, les paysans et les propriétaires fonciers. Fin 1923, la lutte se polarise entre l'organisation contre-révolutionnaire du gros négoce et du patronat, les **Tigres de Papier** et la classe ouvrière, le petit peuple des artisans. En janvier 1924, les **Tigres** égorgent le leader des travailleurs du riz ; ils s'opposent bientôt après — par les armes — à la mise en circulation des billets émis par Sun-Yat-Sen ; ils tirent, le 1^{er} mai, sur des manifestations. En mai-juin, leur Congrès mobilise à Canton 15.000 hommes. Le commerce et la finance britannique de Hong-Kong, les étrangers de Shamin — le quartier de concessions de Canton — leur accordent une protection officielle. Ils se préparent à la prise du pouvoir. Sun-Yat-Sen, louvoyant toujours, leur offre, au nom du « Kuomintang » une bannière de soie (fin juin). Cela ne l'empêche pas de faire saisir leurs armes ; les commerçants en obtiennent par une grève la restitution. Les **Tigres** s'en servent aussitôt. Ils tirent sur des manifestations populaires, tentent un coup de force et sont battus, le 14-17 octobre, grâce à l'appui prêté au gouvernement du « Kuomintang » par le prolétariat et le bon peuple. Le général Tchen-Dziou-Min « entre en campagne afin de délivrer